



PROJET DE LOI FINANCES (PLF) 2025 NOUS AVONS ASSEZ PAYÉ

Le gouvernement de Michel Barnier a présenté ce jeudi 10 octobre, le PLF pour l'année 2025. Comme annoncé, le gouvernement prévoit un effort de 60 milliards d'euros dont la plupart va se faire sur le dos des salariés, des retraités et des services publics. Comme toujours, le ministère des Finances sera exemplaire dans la cure d'austérité avec la reprise des suppressions d'emplois et des coupes budgétaires drastiques.

Le projet de loi finances 2025 prévoit la suppression de 2201 postes pour la fonction publique d'état, dont **550 pour la seule DGFIP**.

Le secrétariat général estime que ces suppressions d'emplois sont nécessaires dans le contexte actuel, même si ces diminutions de postes devront entraîner une mise en cohérence pour l'exercice des missions.

Les économies seront réalisées sur les projets immobiliers et les factures d'énergies tendanciellément à la baisse.

C'est l'austérité à tous les étages pour rattraper des décisions politiques qui ont entraîné une baisse des recettes de l'Etat au profit des plus riches. Ce ne sont pas aux salariés et retraités de payer la note. Le ministère subit depuis 20 ans des suppressions d'emplois. Les derniers ministres reconnaissaient eux-mêmes qu'il fallait que cela cesse et s'étaient engagés à faire une pause. La parole donnée, là non plus, n'a pas été respectée.

De nouveau l'exécutif gèle le point d'indice des fonctionnaires alors que leurs salaires réels ont baissé de plus de 18% depuis 2010 et reporte l'indexation des pensions avec pour conséquences la perte de 200 € en moyenne sur l'année pour tous les retraités du public et du privé.



A VENIR

Potentielle suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), censée compenser la perte de pouvoir d'achat pour les agents ayant atteint le dernier échelon de leur grade depuis 4 ans.

Nos services publics, nos systèmes solidaires de redistribution sont aujourd'hui en manque criant de ressources, alors que l'argent existe !

**POUR LA CGT, CE PROJET DE LOI DE FINANCES EST CONSTITUÉ DE NOMBREUSES MESURES RÉGRESSIVES INACCEPTABLES.
AU CONTRAIRE, IL FAUT UN PLF PORTEUR D'INVESTISSEMENTS MASSIFS DANS NOS SERVICES PUBLICS ET NOS INFRASTRUCTURES POUR PRÉPARER L'AVENIR.**